



Crise humanitaire et défis sécuritaires en Somalie : quels enjeux dans la Corne de l'Afrique ?



Benjamin Ducol est candidat au doctorat au Département de science politique de l'Université Laval et auxiliaire de recherche auprès du Programme Paix et sécurité internationales (PSI) aux HEI et de la Chaire de recherche du Canada sur les conflits identitaires et le terrorisme.

Plus de vingt ans après la chute du régime de Siad Barre (1969-1991) et une guerre civile dont le bilan humain est aujourd'hui estimé à plus de 600 000 morts, la Somalie ne connaît toujours pas de stabilité politique durable. Gravement touchée

par la famine de l'été 2011 qui aura affecté plus de 13 millions de personnes dans la Corne de l'Afrique¹, la Somalie demeure l'épicentre d'une crise humanitaire majeure dont la communauté internationale peine à entrevoir la résolution. Avec plusieurs milliers de morts, plus de 750 000 personnes directement menacées et un nombre tout aussi important de réfugiés, le pays fait face à une situation extrêmement critique². Comment expliquer l'ampleur de la crise humanitaire en Somalie ? Quelles en sont les racines profondes ? Quels défis sécuritaires la situation actuelle pose-t-elle dans la Corne de l'Afrique ?

De la famine comme conséquence d'un chaos politique et sécuritaire

Loin de n'être que le résultat d'une situation de sécheresse chronique, la famine qui a durement touché plusieurs régions au sud de la Somalie – le Bakool et le Sud Shabelle, les districts de Balcad et Cadale dans la région du Moyen Shabelle ainsi que le corridor entre les villes de Afgooye et Mogadiscio – est bien davantage à interpréter comme une conséquence amplifiée du chaos politique et sécuritaire qui règne de longue date dans le pays. On constate en effet qu'au nord, les territoires autonomes du Somaliland et du Puntland³ ont pu pour leur part éviter l'épisode de famine, et ce, en raison de structures de gouvernance fonctionnelles capables de distribuer

très rapidement des réserves alimentaires aux populations en possible situation de détresse.

A contrario, la situation insurrectionnelle qui prévaut dans le sud a opéré comme un facteur aggravant de la sécheresse. Alors que l'année 2006 avait vu naître en Somalie un embryon d'autorité politique au travers de l'Union des Tribunaux islamiques (UTI), institution qui semblait à cette époque accréditer l'émergence d'une plateforme d'arbitrage entre acteurs politiques locaux, l'intervention militaire éthiopienne au

cours de la même année aura pernicieusement favorisé le déclenchement d'un nouvel épisode insurrectionnel dans



Réfugiés somaliens dans le camp de Dadaab au Kenya

1. Le terme de « Corne de l'Afrique » désigne géographiquement quatre pays : la Somalie, Djibouti, l'Éthiopie et l'Érythrée.
2. Une situation humanitaire qui n'a sans doute d'équivalence que la grande famine qui avait accablé l'Éthiopie en 1984-1985 et fait plus de 400 000 morts.
3. Le territoire du Somaliland a fait sécession de la Somalie en 1991, à la suite du déclenchement de la guerre civile. Malgré une indépendance auto-proclamée, le Somaliland n'est officiellement pas reconnu comme un État indépendant par la communauté internationale. De son côté, le Puntland a déclaré son autonomie en 1998, sans pour autant chercher une reconnaissance officielle sur la scène internationale.

le pays. À la suite du renversement de l'UTI par les forces armées éthiopiennes, la communauté internationale a assisté impassiblement à la montée en puissance du mouvement insurgé *Harakat al-Shabaab al-Mujahideen*, devenu en à peine quelques mois un acteur prépondérant dans la lutte armée menée à l'encontre du gouvernement fédéral de transition (GFT) et du président Sheikh Sharif Sheikh Ahmed⁴.



Sheikh Sharif Sheikh Ahmed, le président du gouvernement fédéral de transition (GFT)

Au niveau local, le soutien populaire initialement rencontré par les miliciens d'*al-Shabaab* s'explique très largement par l'incapacité du GFT à apparaître comme une autorité politique crédible et fonctionnelle. Plus qu'un simple mouvement insurrectionnel, *al-Shabaab* s'est très rapidement positionné comme une alternative légitime au gouvernement de Sheikh Sharif Sheikh Ahmed, en mesure de fournir de multiples services (sécurité, justice, soins médicaux, etc.) aux populations locales. Au fil des mois, on a constaté néanmoins que la rhétorique extrémiste adoptée par *al-Shabaab*⁵ tout comme les choix stratégiques opérés par certains chefs militaires – en premier lieu desquels le recours de plus en plus fréquent aux attentats-suicides indiscriminés – ont conduit une partie de la population somalienne à reconsidérer le soutien qu'elle accordait jusqu'ici aux militants islamistes.

Sur la question de l'épisode de famine, *al-Shabaab* est aujourd'hui très vivement critiqué par des milliers de Somaliens pris au piège par l'intransigeance idéologique affichée du mouvement. Alors que la plupart des populations victimes de la famine se trouvent dans les régions rurales, *al-Shabaab* a accentué l'ampleur de la crise humanitaire en refusant quasi systématiquement l'accès des organisations non gouvernementales (ONG) à ces territoires. Contrôlant militairement le Sud somalien ainsi que l'accès aux infrastructures stratégiques tel que le port de Kismaayo, les miliciens d'*al-Shabaab* entretiennent depuis plusieurs années

un rapport extrêmement conflictuel avec les associations humanitaires présentes en Somalie⁶. En juillet 2011, alors que les Nations Unies déclaraient dans l'urgence un état de famine dans cinq provinces du sud du pays, les dirigeants d'*al-Shabaab* décidaient dans le même temps d'interdire à toutes les organisations internationales d'opérer en territoire somalien avec la menace explicite d'enlèvements ou d'attaques à l'encontre de tout personnel humanitaire déployé dans le pays. Face aux risques encourus pour les personnels humanitaires⁷, la majorité des ONG, qu'elles soient somaliennes ou étrangères, ont dû finalement se résoudre à abandonner leurs activités d'assistance et se sont très largement repliées sur l'accueil des réfugiés de l'autre côté de la frontière, au Kenya.

Afin de répondre aux multiples critiques dont il fait l'objet, le mouvement *al-Shabaab* a très récemment publicisé plusieurs actions de soutien aux populations touchées par la famine, dont une récente campagne de distribution de



nourriture, d'eau potable et de médicaments dédiée à la mémoire d'Oussama Ben Laden⁸. Il n'en demeure pas moins que son image s'avère aujourd'hui très largement décrédibilisée auprès d'une population somalienne épuisée d'avoir à subir l'affrontement incessant entre les milices jihadistes et les forces du GFT de Sheikh Ahmed.

De la défaillance gouvernementale à l'apathie de la communauté internationale

Pointer du doigt la responsabilité d'*al-Shabaab* dans l'aggravation de la crise humanitaire ne doit pas pour autant conduire à esquisser toute critique quant à l'incapacité du gouvernement fédéral de transition (GFT) à offrir une alternative crédible à la crise politique en Somalie et dont la situation humanitaire constitue l'une des répercussions les plus tragiques. Depuis sa mise en place, la légitimité populaire du GFT n'a cessé de s'éroder. Confiné dans les murs de la *Villa Somalia*, le président Sheikh Sharif Sheikh Ahmed n'a su mener à terme un dialogue politique plus inclusif avec l'ensemble des factions insurgées et plus particulièrement avec la tendance islamo-nationaliste incarnée par Hassan Dahir Aweys et le mouvement *Hizbul Islam*.

Jusqu'à présent, le GFT n'a survécu que par l'entremise de la protection militaire offerte par les troupes de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) présentes à Mogadishio. Initiée en janvier 2007 par une résolution du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA), l'AMISOM initialement déployée pour une période de six mois

4. Issu d'un ambivalent processus de réconciliation nationale mené dans le cadre des accords de Djibouti (2008), le GFT ne bénéficie en réalité que d'une très faible légitimité auprès de la population somalienne. Sur ces questions, consulter Phillip Kasajja Apuuli, « Somalia after the United Nations-Led Djibouti Peace Process », *African Security Review*, Vol.20, n°3, 2011, pp 45-53.

5. Sans apparaître directement connecté à al-Qa'ida, le mouvement *al-Shabaab* partage très clairement, à la vue de sa rhétorique et de ses différentes actions, un cadre idéologique commun avec l'organisation terroriste aujourd'hui dirigée par Ayman al-Zawahiri.

6. Katherine Zimmerman, « Al Shabaab's History with Humanitarian Assistance », *Critical Threats Project*, American Enterprise Institute, 27 juillet 2011. Disponible en ligne : <http://www.criticalthreats.org/somalia/zimmerman-shabaab-humanitarian-assistance-somalia-july-27-2011>

7. À titre indicatif, le Programme alimentaire mondial (PAM) rapporte que depuis 2008 quatorze de ses employés ont été tués en Somalie. Plus récemment au mois d'octobre 2011, trois travailleurs humanitaires de l'ONG *Danish Demining Group* ont été enlevés dans le centre du pays, ainsi que deux autres humanitaires de *Médecins Sans Frontières* travaillant dans le camp de réfugiés de Dadaab, à proximité de la frontière entre la Somalie et le Kenya.

8. Harakat al-Shabaab al Mujahideen, « Campagne de charité pour le soulagement de ceux touchés par la sécheresse, au nom du martyr Sheikh Ben Laden », *Al-Kata'ib Production Media*, 14 octobre 2011.

aura vu son mandat renouvelé à plusieurs reprises, sans toutefois parvenir à rétablir un semblant d'environnement sécuritaire. Ayant pour mandat d'appuyer le processus de stabilisation du pays, d'assurer la protection du GFT et de ses infrastructures, l'AMISOM est aujourd'hui loin d'être parvenue à satisfaire ses objectifs. En juin 2010, Roland Marchal, chercheur au Centre d'Études et de Recherche Internationales (CERI-SciencesPo), allait même jusqu'à conclure: «Peut-être, d'ailleurs, faudrait-il appeler AMISOM, AMIMOG puisque c'est uniquement de Mogadiscio (et encore très partiellement) qu'il est question»⁹.

D'un point de vue diplomatique, force est de constater que la communauté internationale n'a pas su mobiliser les ressources nécessaires pour résoudre à son tour la crise somalienne. Du côté de l'Europe, c'est avant tout la piraterie maritime qui focalise en grande partie les attentions comme l'illustre la mission EUNAVFOR Atalanta mise en œuvre depuis décembre 2008¹⁰. Du côté des États-Unis la préoccupation principale demeure la problématique terroriste et la menace que pourrait incarner *al-Shabaab* à l'égard des intérêts ou des ressortissants américains. Par ailleurs, la mémoire collective autour de l'incident *Black Hawk Down*¹¹ hypothèque toute intervention d'un contingent américain sur le territoire somalien. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant de constater la faible réactivité dont a pu faire preuve la communauté internationale lors du déclenchement de la crise humanitaire en juillet 2011.

C'est finalement du côté de la Turquie qu'il faut souligner les efforts les plus conséquents à l'égard de la Somalie. Au mois d'août dernier, la visite du premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan fut la première d'un chef d'État non africain en Somalie. Au-delà de sa dimension symbolique, cette visite fut également le marqueur d'une volonté affichée de la part de la Turquie de mobiliser plus activement la communauté internationale et plus particulièrement les pays musulmans – en premier lieu desquels les monarchies du Golfe¹² – jusqu'ici trop peu sensibles à l'urgence de la situation humanitaire dans la Corne de l'Afrique.



Discours public des militants d'al-Shabaab lors d'une distribution d'aide humanitaire organisée par le groupe insurgé

De l'extension du domaine de la lutte : vers une dangereuse escalade des tensions entre le Kenya et al-Shabaab ?

Conséquence directe de la situation humanitaire, le territoire somalien est actuellement le théâtre de déplacements massifs de réfugiés. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estime qu'en moyenne 1 000 nouveaux réfugiés somaliens continuent d'arriver chaque jour dans les camps de Dadaab, de l'autre côté de la frontière au Kenya. Au début du mois d'octobre, plus de 456 000 réfugiés étaient hébergés dans ce qui est aujourd'hui considéré comme le plus grand camp de réfugiés au monde. Ces mouvements de population en direction du Kenya ne sont pourtant pas sans poser de problèmes concrets pour ce pays qui risque d'être directement déstabilisé par la situation somalienne.

Historiquement, le Kenya s'est efforcé de demeurer relativement neutre vis-à-vis des affaires du voisin somalien. À l'exception d'une incursion en mars 2011 au cours de laquelle l'armée kenyane s'était engagée dans des combats contre plusieurs milices d'*al-Shabaab* en vue de récupérer des territoires dans la zone frontalière du Jubbaland, le Kenya a

jusqu'à présent très minutieusement évité toute confrontation ouverte avec l'insurrection islamiste. De leur côté, les militants jihadistes ont aussi pris soin de ne pas se mettre à dos les autorités kenyanes, par peur de se voir couper certains appuis logistiques et autres canaux financiers.

Pourtant, une série d'enlèvements et d'attaques survenus au cours des derniers mois sur le territoire kenyan est venue rompre le *statu quo*. À la mi-octobre, l'armée kenyane a lancé une incursion en Somalie, action qui est sans doute à interpréter comme l'expression d'une exaspération larvée du Kenya face à cette série de faits d'armes imputable à des éléments proches ou faisant partie intégrante d'*al-Shabaab*. Cette décision semble en conséquence marquer la fin de la neutralité des autorités kenyanes vis-à-vis des agissements du mouvement *al-Shabaab* à ses frontières et plus encore sur son territoire¹³.

En réponse à cette incursion militaire en territoire somalien, on observe que la rhétorique des dirigeants d'*al-Shabaab* à l'égard du Kenya s'avère plus belliqueuse que jamais et soulève avec inquiétude l'hypothèse de représailles terroristes semblables aux attentats qui avaient visé Kampala, la capitale ougandaise en juillet 2010. À plusieurs égards, l'escalade des tensions entre ces deux acteurs s'avère symbolique du dangereux engrenage qui pourrait finir d'enflammer la région, alors même que d'autres acteurs régionaux – Éthiopie et Érythrée en tête – continuent d'utiliser le conflit somalien comme le théâtre d'une guerre par procuration.

Pour l'heure, en l'absence d'une solution politique cohérente, volontariste et de grande ampleur de la part de la communauté internationale, mais également

9. Roland Marchal, « Études de cas : Darfour et Somalie », Intervention dans le cadre du colloque *Les opérations de paix sur le continent africain : État des lieux, enjeux et perspectives*, Montréal, juin 2010. Disponible en ligne : www.operationspaix.net/IMG/pdf/Intervention_Roland_Marchal-DEF_1_.pdf

10. L'opération EUNAVFOR Atalanta vise à prévenir les actes de piraterie le long la côte somalienne et assurer la protection du trafic maritime dans cet espace maritime. Pour plus d'informations, consulter : <http://www.eunavfor.eu>

11. L'incident *Black Hawk Down* renvoie à une opération militaire américaine menée en octobre 1993 dans la capitale Mogadiscio ayant pour objectif de capturer plusieurs dirigeants rebelles, dont le chef de guerre Mohamed Farrah Aidid. Dix-huit soldats américains seront tués au cours de cette mission qui demeure encore aujourd'hui un véritable traumatisme pour l'État-major américain.

12. Alors que l'Arabie Saoudite ne s'est acquittée que de 50 millions, le Koweït de 41,4 millions et les Émirats arabes unis de 40 millions, la Turquie à elle seule a débloqué plus de 300 millions de dollars d'aide d'urgence aux victimes de la famine.

13. « Le Kenya entre dans la guerre en Somalie », *Le Monde*, 18 octobre 2011

des membres de l'Union africaine (UA) engagés au travers du mandat de l'AMISOM¹⁴, il semble extrêmement difficile d'envisager une quelconque sortie du cycle



Logo des insurgés Harakat al-Shabaab al-Mujahideen

pernicieux dans lequel semble s'être enfermée la Somalie. Face à une situation humanitaire catastrophique et des défis sécuritaires tout aussi critiques, il s'avère plus urgent que jamais de mobiliser l'ensemble des grandes puissances internationales et régionales, afin de mettre en place comme le souhaite l'universitaire américain Ken Menkhaus, une véritable *poussée diplomatique*¹⁵ à destination de la Corne de l'Afrique.

14. Au mois de janvier 2011, le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine a renouvelé une nouvelle fois le mandat de l'AMISOM pour douze mois supplémentaires. Union africaine, *Communiqué du Conseil de Paix et de Sécurité sur la Somalie (PSC/PR/Comm.3 (CCLVIII))*, 258^e réunion, Addis Abeba, Éthiopie, 20 janvier 2011.

15. Ken Menkhaus, *A Diplomatic Surge to Stop Somalia's Famine*, Enough, Center for American Progress, septembre 2011. Disponible en ligne : <http://www.enoughproject.org/publications/diplomatic-surge-stop-somalia%E2%80%99s-famine>

Pour soumettre un article à Sécurité mondiale, écrivez à l'adresse courriel de irving.lewis@hei.ulaval.ca

Sécurité mondiale

- **Rédacteur:** Professeur *Olivier Delas*
- **Rédacteur adjoint:** *Irving Lewis*
- **Publiée par:** Le Programme Paix et sécurité internationales
Directeur : *Gérard Hervouet*
Institut québécois des hautes études internationales (HEI), Université Laval
- **Supervision éditoriale:** *Claude Basset*
- **Conception et réalisation graphique:** *Alphatek*
Le bulletin *Sécurité mondiale* est accessible sur Internet à l'adresse suivante : www.psi.ulaval.ca
Pour informations : 418 656-7771

Saviez-vous que ?

- La société somalienne est divisée selon un système d'affiliations clanique autour de six grands clans : *Darod*, *Digil*, *Dir*, *Hawiye*, *Isaaq*, et *Rahanwein*. À noter que les clans *Darod*, *Dir*, *Hawiye* et *Isaaq* réunissent à eux seuls plus de 75 % de la population somalienne.
- Si l'islam sunnite est la religion majoritaire en Somalie, le pays bénéficie historiquement d'une forte tradition des ordres (*tariqa*) soufis. La tradition soufie renvoie à une dimension mystique de l'islam qui intègre des pratiques traditionnellement marginales dans l'islam tel que la vénération des saints ou l'organisation en confréries.
- Selon *Failed State Index* publié annuellement par le *Fund For Peace* (FFP) et la revue *Foreign Policy*, la Somalie est considérée depuis 2008 comme l'État le plus défaillant (*the most failed state*) au monde. La Somalie est actuellement classée comme « critique » parmi les cinq catégories qui constituent le *Failed State Index*, les autres groupes étant « en danger », « limite », « stable » et « très stable ». Plus d'informations disponibles en suivant ce lien : http://www.foreignpolicy.com/articles/2011/06/17/2011_failed_states_index_interactive_map_and_rankings
- Selon le CIA World Factbook, la tranche d'âge 0-14 ans constituerait plus de 44 % de la population totale somalienne. En comparaison, la tranche d'âge 0-14 constitue seulement 15 % de la population totale canadienne. Plus d'informations disponibles en suivant ce lien : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook.html>
- L'Ouganda et le Burundi constituent les deux principaux contingents militaires de l'AMISOM déployés en Somalie, avec respectivement 5 200 et 3 126 soldats.

Pour en savoir plus...

- Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU - UNOCHA (Page « Somalie ») : <http://ochaonline.un.org/Default.aspx?alias=ochaonline.un.org/somalia>
- *ReliefWeb* (Page « Somalie ») : <http://reliefweb.int/taxonomy/term/216>
- Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix (Page « AMISOM ») : <http://www.operationspaix.net/-AMISOM->
- Haggmann, T. and Hoehne M.V., « Failures of the State Failure Debate: Evidence from the Somali Territories », *Journal of International Development*, n° 21, 2009, pp. 42-57.
- International Crisis Group (ICG), *Somalia's Divided Islamists*, Africa Briefing n° 74, 2010
- Lewis, I., *Understanding Somalia and Somaliland: Culture, History, Society*, New York, Columbia University Press, 2011.
- Marchal, R., « La Somalie: un nouveau front antiterroriste ? », *Les Études du CERI*, n° 135, 2007.
- Marchal, R., « A Tentative Assessment of the Somali Harakat Al-Shabaab », *Journal of Eastern African Studies*, Volume 3, Issue 3, 2009, pp. 381-404.
- Menkhaus, K., « The Crisis in Somalia: Tragedy in Five Acts », *African Affairs*, Volume 106, Issue 204, 2007, pp. 357-390.
- Menkhaus, K., « Somalia What Went Wrong ? », *The RUSI Journal*, Volume 154, Issue 4, August 2009, pp. 6-12.
- Human Rights Watch, *Harsh War, Harsh Peace – Abuses by al-Shabaab, the Transitional Federal Government, and AMISOM in Somalia*, Avril 2010 : <http://www.hrw.org/reports/2010/04/13/harsh-war-harsh-peace>
- Human Rights Watch, « *You Don't Know Who to Blame* » – *War Crimes in Somalia*, Août 2011 : <http://www.hrw.org/reports/2011/08/14/you-don-t-know-who-blame>

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne sauraient être attribuées au Programme Paix et sécurité internationales, à l'Institut québécois des hautes études internationales ou aux personnes responsables de la publication de *Sécurité mondiale*.

The opinions expressed in this paper belong solely to the author and are not to be attributed to the Programme Paix et sécurité internationales, the Institut québécois des hautes études internationales or the persons in charge of the *Sécurité mondiale* publication.